



Conseil régional de Picardie - Session du 13 mars 2009

Débat sur le projet de réforme des collectivités territoriales

Intervention de Philippe Massein
Président du groupe socialiste

Monsieur le Président,
Chers collègues,

« M'en voudrez-vous beaucoup si je vous dis un monde où ce qui réussit veut être supprimé ? »

Le crime se prépare mais la révolte gronde, et face à l'U.M.P les Picards sont levés. »

Tel pourrait être le début d'une chanson dont la suite sera bien entendu écrite par les Picards mais qui montre à quel point ce pouvoir marche sur la tête.

Et oui, comment peut-on, dans une période d'incertitude et d'angoisse économique si avérée faire de la réforme des institutions et des collectivités territoriales la priorité des priorités ?

Pourquoi nous obliger à ce débat qui pouvait attendre alors que nous devrions concentrer notre énergie et nos volontés sur ce qui est essentiel : soutenir les salariés et les entrepreneurs de Picardie qui vivent au quotidien les tourments de la crise ?

Au mieux, de la part de l'Etat, c'est la reconnaissance d'une incapacité à lutter efficacement contre la crise économique et sociale, et cela s'appelle détourner l'attention, au pire c'est une nouvelle tentative de réduire les libertés publiques dans une volonté, hélas, désormais bien connue de contrôler tous les centres de décision.

Car, à ce stade, je sens bien que la liberté est une peau de chagrin qui rétrécit au lavage de cerveau que des médias sous influence nous imposent.

Pourtant, quoi que décalé, ce débat était légitime et il méritait mieux. Et, de ce point de vue, je partage avec Pierre Mauroy l'idée qu'il relève du rendez-vous manqué parce qu'il porte la marque indélébile du cynisme et de l'ambiguïté.

Le premier détruit l'efficacité et l'on ne sort de la seconde qu'à ses dépens.

Pourquoi ? Parce que le cynisme de la démarche présidentielle laisse poindre une tentative de manipulation électorale que la simultanéité des projets, éclaire un peu crument.

Découpage des circonscriptions, découpage des cantons, réduction du nombre d'élus, disparition-fusion de départements et de régions, métropolisation des zones urbaines : tout cela ressemble bien au besoin de faire taire, je devrais dire museler, tout ce qui est à même de contester un exercice de pouvoir qui tend vers l'absolu.

Pardon de ne pas y résister, mais si sous Henri IV la France c'était pâturage et labourage, il ne faudrait pas que sous Sarkozy elle devienne charcutage et verrouillage.

Car de ce doute naît l'ambiguïté dont je parlais à l'instant et la tonne d'arrière-pensées qui accompagne l'usage hypothétique et potentiel des propositions de la Commission présidée par Monsieur Balladur n'est en rien rassurante.

Pourquoi brusquer cette réforme, sans doute nécessaire, en imposant, sans dialogue ni concertation, des projets contraires à la réalité vécue par les citoyens ?

Pourquoi vouloir dépecer une région qui relève la tête, agit au présent et prépare l'avenir ?

Une région dont le territoire est pertinent comme sont cohérentes les politiques publiques régionales qui y sont menées pour répondre aux attentes quotidiennes des Picards.

Je vous laisse juges :

Plus de 10.000 logements construits ou réhabilités depuis 2004, 1.500 emplois solidaires créés, 80.000 lycéens bénéficiant de la carte cursus-Picardie (et je n'ai pas dit cursus-Ile de France, Nord Pas de Calais ou Champagne Ardennes), ce qui contribue à soutenir le pouvoir d'achat des familles.

Des investissements dans les transports collectifs qui font de nous la première région quant à la qualité de son réseau, de ses dessertes et de son matériel, une politique sportive culturelle et sportive saluée et reconnue par tous ses acteurs, une action économique efficace (en tous cas beaucoup plus que celle d'un pouvoir qui avait tant promis).

Et surtout, et c'est sans doute notre principale fierté, des sorties du système scolaire sans qualification qui sont passées de près de 12% à moins de 8% grâce à la création de 150 sections d'apprentissage et malgré la diminution de l'effort de l'Etat.

Alors, oui, la question se pose. En tous cas, je vous la pose : Pourquoi vouloir dépecer une région qui relève la tête, agit au présent et prépare l'avenir ?

Pourquoi à lire, ou à écouter les représentants de la droite, qu'ils soient ministres ou pas, est-il impossible d'obtenir des réponses claires qui permettraient d'évacuer les mauvaises questions pour se consacrer aux bonnes, qui elles méritent de vraies réponses ?

La première de ces bonnes questions, est indiscutablement celle des relations entre l'Etat et les Régions.

Celui-ci nous accuse de coûter cher aux contribuables alors qu'il a massivement transféré ses compétences à nos collectivités.

Ce même Etat qui nous reproche les trop fameux « financements croisés » sources de complexité et de surcoût.

Mais outre que les dits financements croisés ne représentent pas plus de 10% des dépenses des régions, cherchez l'hôpital et vous trouverez la charité qu'il s'obstine à nous réclamer, impécunieux qu'il est, dans le financement de ses projets, le Canal Seine-Nord Europe en étant, chez nous, le triste dernier exemple.

Enfin, l'Etat nous accuse d'être trop dépensier et de creuser la dette. Je ne crois pas scandaleux de lui rappeler que les collectivités locales représentent 73% des investissements publics, ces investissements qui structurent les territoires et innervent l'économie ; laquelle en a bien besoin par les temps qui courent.

Et vous verrez, que ces princes qui nous gouvernent ne sont pas à une contradiction près et que dans six mois, ils nous accuseront de ne pas dépenser assez et d'être responsables de l'échec d'un plan de relance qui manque, pour le moins, d'ambition.

Osons poser la deuxième question, et je vais faire vite, celle des compétences et de leur financement. **On nous en demande toujours plus, mais il paraît qu'on en fait trop.**

Il se dit que nous prélevons trop, mais que nous n'en faisons pas assez.

Ce discours récurrent tenu par le chef de l'Etat et le secrétaire général de son parti, l'U.M.P, les Laurel et Hardy de la politique, est passablement paradoxal et contradictoire.

A ce niveau d'incohérence il est bon de nous remettre en mémoire que le véritable dialogue consiste à s'appuyer sur l'idée de ses interlocuteurs plutôt que de chercher à la démolir.

Et des idées, nous n'en manquons pas.

A commencer par l'accentuation de la décentralisation.

Ici, au groupe socialiste, nous en restons de fermes et fervents partisans car à l'heure de la mondialisation, de la globalisation, la notion de proximité n'a jamais été aussi essentielle, aussi indispensable pour nos concitoyens.

Quant à la fiscalité, il y a si longtemps que nous demandons une remise à plat du système d'imposition nationale et locale, que je pourrais me sentir aussi jeune que Mathusalem.

Outre qu'il faut relégitimer l'impôt, il faut le simplifier et le rendre plus juste et, dans cet esprit, la péréquation fiscale doit redevenir une réalité au service du développement territorial.

Au lieu de cela, Nicolas Sarkozy annonce tout de go la suppression de la Taxe Professionnelle qui se traduira par une baisse de nos ressources et une augmentation inévitable des dotations de l'Etat contraire au principe constitutionnel de notre autonomie financière. Et que dire de cette rupture du lien territorial entre notre institution et la vie économique dont la loi nous a, par ailleurs, confié la compétence.

Vous le savez, mes chers collègues, au groupe socialiste nous sommes disponibles pour faire avancer le débat sur l'évolution des institutions locales, nous sommes prêts à de vraies

discussions pouvant déboucher sur des propositions utiles aux régions et à leurs habitants, mais nous voulons être respectés.

Et le respect, ça ne s'invente pas, ça se pratique.

Or la méthode proposée par le chef de l'Etat et son commis charcutier Balladur, en est, malheureusement, la démonstration contraire et ne relève pas du hasard, surtout quand elle touche des territoires comme le Poitou-Charentes et la Picardie.

Alors, je vous le dis tranquillement, sereinement, les 80 000 signataires de notre pétition « Touche pas à ma Picardie » n'ont fait que répondre à une provocation scandaleuse qui n'a rien d'innocente et à propos de laquelle votre réaction fut bien tardive, Mesdames et Messieurs du groupe U.M.P à la région.

Je vous entends encore bien silencieux sur ce sujet le 30 janvier dernier (et oui, il y a des silences assourdissants) lorsqu'ici même je brandissais l'étendard de la révolte et lançais le « Touche pas à ma Picardie » et que Madame du Grandrut nous taxait d'immobilisme, tandis que votre Présidente de groupe me trouvait vindicatif à son égard sous prétexte que je lui demandais de se positionner clairement.

Je vous entends encore tous, il y a peu, nous accuser d'attiser un feu que selon vous, rien ne justifiait, alors que nous savons aujourd'hui que, sans la mobilisation formidable des Picards, le rapport Balladur aurait bel et bien comporté la carte proposant l'éclatement de la Picardie, carte qui avait d'ailleurs été transmise à la presse et qui n'est pas une invention des journalistes.

Ce premier succès, c'est à eux, et eux seuls, que les Picards le doivent. Et personne ne peut nous reprocher d'avoir été à leurs côtés.

Mais en cet instant, j'affirme qu'il ne faut en rien baisser la garde, car le danger reste vivant, présent.

Seule une mobilisation permanente et s'inscrivant dans la durée l'écartera.

Et je voudrais dénoncer la duplicité scandaleuse de l'U.M.P qui, comme Janus, présente un double visage.

A Paris, c'est ouvertement l'Union pour le Massacre de la Picardie.

A Beauvais, c'est le visage avenant, patelin de l'Union pour le Maintien de la Picardie qui, de peur de la colère des Picards, préfère noyer le poisson, faire semblant de s'agiter tout en nous expliquant qu'il n'y a plus aucun danger et qui nous promet un hypothétique référendum aux contours pour le moins mal définis.

Quand on sait ce que Nicolas Sarkozy a fait du résultat du référendum de 2005, c'est vraiment prendre les Picards pour des imbéciles.

Et là, c'est franchement la version « Union pour le Mépris de la Picardie ».

Quant à ce nom d' « Aimer la Picardie » dont vous affublez, tel un faux nez, votre groupe U.M.P, je cherchais, depuis 2004, à en comprendre le sens et l'utilité et je dois vous avouer que la vérité ne m'est apparue que très récemment.

Enfinement « Aimer la Picardie », c'est pratique comme nom. Cela vous permettra de plaider le crime passionnel quand vous l'aurez assassinée.....

Mais, je ne suis pas sûr que les Picardes et les Picards prononceront l'acquittement que vous espérez.

Monsieur le Président, mes chers collègues,

*M'en voudrez-vous beaucoup si je vous dis un monde
Où l'on punit ainsi qui veut donner la mort,
M'en voudrez-vous beaucoup si je vous dis un monde
Où l'on n'est pas toujours du côté du plus fort.*

Je vous remercie de votre attention.